

Pourquoi l'indépendance échoue dans les sociétés riches

Cas comparés.

« *Ceux qui peuvent renoncer à la liberté essentielle pour obtenir un peu de sécurité temporaire ne méritent ni la liberté ni la sécurité.* »
Benjamin Franklin (1755)

« *Sous le despotisme doux, le citoyen, satisfait de ses petits plaisirs et de ses protections quotidiennes, perd peu à peu l'énergie de la liberté.* »
Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique* (1835–1840)



La prospérité n'est pas un obstacle matériel à l'indépendance. Elle est une illusion, un anesthésiant politique. Elle transforme la décision fondatrice en exercice de confort. Les services fonctionnent. L'économie tourne. Les transferts circulent. La diplomatie s'exerce par délégation. Et le peuple finit par confondre la stabilité avec la souveraineté. La liberté devient un luxe, la décision un calcul. L'indépendance se réduit à une police d'assurance que l'on conserve au cas où.

Le Québec a connu cette dynamique. Le Parti Québécois, dans son passé, a retardé la décision, fragmenté le débat et attendu le moment idéal. Aujourd'hui, il affirme plus directement la nécessité nationale. Mais le PLQ, la CAQ, le PCC et certains discours de QS maintiennent la population dans une anesthésie de gestion. On parle d'efficacité, de stabilité, de prévisibilité. On mesure les risques, on compare les scénarios économiques, et l'acte fondateur reste relégué. Le peuple administre un cadre qu'il ne contrôle pas pleinement et appelle cela normalité.

Les cas comparés confirment le mécanisme. En Catalogne, en Écosse, en Flandre, les campagnes indépendantistes promettaient une meilleure administration, une redistribution plus performante, une gouvernance modernisée. Les marchés souriaient, les experts approuvaient, mais le peuple ne s'est pas mobilisé durablement. Le confort, le calcul, la sécurité masquent l'urgence. L'indépendance recule, suspendue dans les discours et les projections.

La Norvège rappelle que la richesse peut servir l'indépendance. En 1905, un peuple stable et prospère a choisi de prendre son destin en main. Mais cette réussite exige une décision volontaire, consciente et collective. Sans elle, la prospérité devient un piège : elle retarde, elle dilue, elle anesthésie.

L'indépendance véritable ne se construit pas sur l'optimisation. Elle prend racine dans l'incohérence entre identité et autorité réelle. Elle naît lorsque la nation refuse de déléguer son destin. Elle s'affirme lorsque le peuple comprend que la liberté n'est pas négociable.

« *Nous ne voulons pas un Québec prospère dans un Canada fort. Nous voulons un Québec maître de ses choix.* »
René Lévesque (1968)

Aujourd'hui, chaque génération paie le prix de l'attente. La monnaie, les frontières, l'énergie, les traités et le cadre constitutionnel restent partiellement décidés ailleurs. La prospérité amortit le choc de cette dépendance et donne au peuple le luxe de l'inaction. Mais chaque report inscrit le Québec dans une trajectoire administrée plutôt que décidée.

La richesse n'endort pas la souveraineté. Elle rend sa nécessité facultative. Et un projet facultatif ne se réalise jamais. Pour devenir indépendant, le Québec doit placer le pouvoir complet au sommet de ses priorités. La maîtrise politique ne doit plus être une option. Elle doit être la fondation sur laquelle s'érige la prospérité, la culture et le destin national. Chaque citoyen doit le comprendre. Chaque institution doit le respecter. Chaque génération doit agir.

Louis-Martin Carrière